

L'Adresse—M. Nielsen

bleus et les néo-démocrates. Les autres ne comptent pas. On oublie. Toutefois, nous avons quand même le réconfort ou la satisfaction de ne pas être oubliés, quand vient le temps, à l'extérieur de la Chambre des communes.

Monsieur le président, le premier ministre, cet après-midi, semblait être dans de très bonnes dispositions pour étudier sérieusement les propositions faites par le parti de l'opposition officielle ou par les autres partis.

Alors, je souhaite, comme je le disais tantôt, que l'économie canadienne soit au service des Canadiens.

[Traduction]

M. Erik Nielsen (Yukon): Je pense que nous avons tous été étonnés, monsieur l'Orateur, que le chef du parti créditiste (M. Caouette) n'ait pas présenté un amendement que, d'après le programme électoral de son parti le gouvernement aurait été fort en peine de ne pas appuyer comme il l'a fait en 1963. Ce salaire minimum garanti, ce revenu annuel garanti qu'ils prônaient avec tant d'énergie durant leur campagne, on ne l'a pas retrouvé dans les discours du chef du parti créditiste (M. Caouette).

• (2120)

Mes premières observations se rapporteront aux remarques faites par le chef du NPD (M. Lewis). Je n'étais pas d'accord lorsqu'il a dit—et je crois que je rapporte assez fidèlement ses paroles—qu'il n'y avait rien dans les antécédents du parti conservateur, qu'il soit en majorité ou en minorité, et par conséquent rien dans les antécédents de son chef, qui justifie de leur accorder une confiance plus grande qu'à ceux d'en face. Il oublie, il me semble, une foule de lois sociales assez impressionnantes qui ont été adoptées au cours des années 1957 à 1963 et pour lesquelles son parti non seulement a voté mais a même montré de l'enthousiasme.

Des voix: Bravo!

M. Nielsen: Je parle du progrès qui a été accompli dans la formation en cours d'emploi et des lois progressives qui ont été adoptées du temps du ministre du Travail d'alors, l'ancien député d'Ontario, de l'établissement d'écoles de formation professionnelle dans tout le pays, des améliorations apportées à la loi sur l'assurance-chômage et de nombre d'autres réalisations qu'il connaît très bien. Il essaie de se soustraire à l'accusation qu'on lui porte avec raison de coucher pour ainsi dire avec les libéraux, comme semble le faire un autre parti de la Chambre. Il nous semble presque entendre l'histoire de Bob et Carol, de Ted et d'Alice, sauf que l'un des partis, nommément le parti de l'opposition officielle refuse de partager le lit commun.

Le chef de notre parti a fait au gouvernement une suggestion fort raisonnable que le premier ministre (M. Trudeau) n'acceptera pas, je crois, non plus que le NPD, car ils craignent de l'accepter et, si j'en juge par la conduite du chef du parti créditiste, il va aussi la rejeter. Le chef du NPD a beaucoup parlé de l'urgence de traiter des pensions de vieillesse. Une fois encore, à en juger d'après le nombre de questions sur le sujet que le parti à ma gauche a fait inscrire au *Feuilleton*, et au nombre de fois que les députés créditistes en ont parlé, on croirait qu'il s'agit d'un problème urgent, dont le gouvernement devrait s'occuper immédiatement.

Nous avons entendu de nombreuses propositions concernant les modifications qu'exige l'amélioration de notre loi sur l'assurance-chômage. A vrai dire, avant la convocation du Parlement, le NPD a publié un tableau de sept

priorités qui, suivant son témoignage, méritent attention immédiate. Selon une coupure de presse récente, les néo-démocrates réclament des mesures destinées à amoindrir les conséquences du chômage d'hiver, une surveillance étroite des opérations de la Commission d'assurance-chômage afin de prévenir la confusion et les retards dans l'émission des chèques, l'interdiction immédiate de la suppression d'emplois, des réductions d'impôts pour le citoyen ordinaire, et ainsi de suite.

Notre chef s'est dit d'avis qu'il faudrait ajourner ce débat aujourd'hui ou demain et que, pour aider les personnes âgées, le gouvernement devrait présenter immédiatement le projet de loi, qu'il a préparé en vue d'augmenter les pensions de vieillesse. Si les néo-démocrates n'acceptent pas ce point de vue, s'ils ne donnent pas leur assentiment à cette proposition, cela signifie qu'ils n'agissent pas au mieux des intérêts de ceux qu'ils ont prétendu servir au cours de la campagne électorale. De la part de leur chef, c'est la plus superficielle hypocrisie que d'aller se balader dans tout le pays et de dire qu'il s'inquiète profondément des vieillards et préconise la hausse des pensions de vieillesse, et de venir ensuite dire à la Chambre des communes que son parti n'appuiera pas la proposition que nous en traitons immédiatement parce que ses membres veulent poursuivre le débat sur le discours du trône, alors que cela empêchera une action immédiate en faveur des pensionnés de la sécurité de la vieillesse.

La même remarque s'applique au sujet des modifications qu'exige l'assurance-chômage. Si les membres du parti Créditiste et les membres du parti Néo-démocrate, après les deux mois d'une campagne où ils ont exposé tous les maux qu'il faut guérir dans ces domaines, n'appuient pas la proposition du chef de l'opposition (M. Stanfield) tendant à l'étude immédiate de ces questions, non seulement il font preuve d'hypocrisie, mais ils manquent à leurs obligations envers les membres de leur parti et trahissent les soi-disant principes qu'ils prétendent appuyer.

Dans une décision prise longtemps avant le discours du trône, ils ont dit qu'ils allaient attendre de connaître le teneur des nouveaux projets de loi. Ils ont dit qu'immédiatement après le discours du trône, ils allaient convoquer une conférence de presse, ce qu'ils ont fait; à cette occasion, ils ont dit exactement ce qu'ils avaient déjà décidé de dire, c'est-à-dire qu'ils attendraient pour voir les projets de loi proposés. Ils ont dit qu'ils maintiendront ce gouvernement au pouvoir tant que ses projets de lois mériteront leur appui, mais qu'ils s'opposeront à toute mesure gouvernementale qui ne serait pas en accord avec la liste des priorités présentées par eux.

Quelle fumisterie! Ils appuieront donc le gouvernement sans connaître les amendements modifiant la loi de la pension de vieillesse. Ils appuieront le gouvernement sans connaître les amendements modifiant la loi de l'assurance-chômage. Ils appuieront le gouvernement sans savoir comment celui-ci créera des emplois nouveaux. Ils appuieront le gouvernement en se fiant à une vague promesse faite par le gouvernement de créer un comité pour étudier l'augmentation des prix alimentaires et du coût de la vie.

M. Alexander: C'est une idylle.

M. Nielsen: Ils sont amoureux, ils couchent dans le même lit. Il s'agit, comme l'a dit un de mes collègues pendant le discours du chef du NPD, d'un mariage entre adultes consentants. C'est exactement cela. C'est l'hypocrisie la plus frivole, la position la plus superficielle que ne pourrait montrer un parti prétendant avoir des princi-